

**Congrès Marx International IV**

**« Guerre impériale, guerre sociale »**

**29 septembre au 2 octobre 2004**

**Université Paris X-Nanterre**

*Actuel Marx*

**Rapports sociaux et écologie : hiérarchie ou dialectique ?**

**Jean-Marie Harribey**

**version provisoire 26 septembre 2004**

De la guerre sociale à la guerre totale, telle pourrait être la devise inscrite au fronton du capitalisme néo-libéral. Les transformations de celui-ci apportent leur lot quotidien de dégradations en tous genres, transformations que les politiques libérales accompagnent ou impulsent sans aucun scrupule : de la réforme des retraites à celle de l'assurance maladie, en passant par la remise en cause des droits des chômeurs, du droit du travail, de la baisse de la durée du travail, et par les privatisations des services publics pour répondre aux exigences des capitalismes européen et mondial. Avec en toile de fond la généralisation de la pollution, l'effet de serre, la dégradation de la biodiversité et l'épuisement à brève échéance des ressources de la planète après avoir été accaparées notamment par les multinationales qui misent maintenant sur l'appropriation du vivant et des connaissances.

Ces transformations suscitent de nouvelles questions et obligent à clarifier certains engagements, à préciser les stratégies et à mieux définir un projet alternatif au capitalisme. Cette réflexion n'est pas une vue de l'esprit ; elle est imposée par l'évolution de la réalité que nous vivons. Ainsi, par exemple, la mondialisation du capitalisme et l'accélération de sa financiarisation ont suscité l'émergence du mouvement altermondialiste dont on se demande quelle est la place dans l'ensemble des luttes sociales d'émancipation. Ainsi, autre exemple, la paupérisation et la précarisation des plus pauvres et des plus précaires, le laminage des protections sociales, la marchandisation de toutes les activités humaines et du vivant, l'épuisement inexorable de la planète, tout cela parce que le capitalisme ignore tout ce qui n'est pas susceptible de rapporter profit – voire tire son profit de ces dégradations –, remettent en cause le modèle de développement dominant et rendent nécessaire la redéfinition d'un développement répondant aux besoins humains, c'est-à-dire la définition d'un projet de société. Ainsi, autre exemple encore, l'acharnement des politiques de droite à enrichir les riches et appauvrir les pauvres, et l'incapacité des politiques de gauche à faire autre chose de vraiment différent, nourrissent la désaffection des citoyens à l'égard de la chose politique et créent ce sentiment qu'il n'y a pas d'alternative, alors que beaucoup de citoyens ne cessent d'affirmer le contraire.

Même si ces questionnements ne se recoupent pas exactement, ils n'en présentent pas moins beaucoup de points communs. C'est en essayant de les mettre au jour que l'on pourra trouver un fil d'Ariane qui permette de situer la place de l'altermondialisme dans le combat pour une société juste, de préciser le rapport de l'altermondialisme au politique et d'inscrire l'écologique dans le social dans le cadre de la définition d'une « société solidaire et économe »<sup>1</sup>.

Un débat est né pour savoir si la transformation sociale ne devait pas céder le pas à la transformation du rapport à la nature. En d'autres termes, le paradigme de l'émancipation sociale porté depuis deux siècles par le mouvement ouvrier n'aurait-il pas épuisé sa dynamique et ne devrait-il pas s'effacer devant un nouveau paradigme prenant en compte avant tout l'avenir de la planète ?

Nous chercherons à montrer que la transformation des rapports sociaux doit inclure la modification du rapport à la nature mais que l'établissement d'une hiérarchie qui placerait au sommet le respect de la nature indépendamment de ses conditions sociales d'utilisation conduirait dans une impasse théorique (la naturalisation des conditions de la production des moyens d'existence) et dans une impasse politique (l'impossibilité de faire se rejoindre les multiples fronts de lutte contre le capitalisme néo-libéral).

---

<sup>1</sup> . Pour reprendre l'expression figurant dans le titre du livre collectif d'Attac [2004], et celui du « 8 pages » du Conseil scientifique d'Attac [2004].

## 1. L'altermondialisme, nouveau mouvement émancipateur ?

De nombreuses contributions ont été apportées ces derniers mois au débat sur le développement et sur le positionnement de l'altermondialisme dans le champ politique.<sup>2</sup> Une contribution de Bernard Cassen avait donné le ton : « Les grands mouvements émancipateurs du XX<sup>e</sup> siècle, la social-démocratie et le communisme, semblent avoir épuisé leur force propulsive et perdu leur assise populaire. [...] Le mouvement altermondialiste, même avec son aspect chaotique, pourrait bien être à l'origine d'une dynamique historique et devenir le mouvement d'émancipation du XXI<sup>e</sup> siècle. »<sup>3</sup> Plus récemment, un texte de Pierre Khalfa a relancé la discussion sur l'identité de l'altermondialisme.<sup>4</sup> Il me servira de point de départ – même si j'élargirai ensuite mes remarques – parce que sa cohérence interne en fait l'importance : puisque, selon P. Khalfa, le mouvement ouvrier s'est effacé et a en quelque sorte perdu sa bataille historique, le mouvement altermondialiste qui prend la relève n'a pas à se préoccuper du pouvoir, seulement du contrepouvoir ; il ne restera plus qu'à théoriser le dépassement du paradigme « social » par le paradigme « écologique », ce que ne fait pas P. Khalfa, ni B. Cassen d'ailleurs, mais ce dont d'autres se chargeront. Cette cohérence interne est sans doute forte mais elle est bâtie sur une hypothèse fragile.

Cette fragilité a été bien pointée par Isaac Joshua. Rien ne permet d'accréditer l'idée que, sociologiquement, le prolétariat (c'est-à-dire les salariés vendeurs de leur force de travail) soit en régression à l'échelle mondiale. C'est une thèse avancée depuis pratiquement la naissance du prolétariat par la sociologie bien-pensante et qui est démentie par les statistiques mais surtout par l'homogénéisation des conditions d'exploitation et de domination des deux fractions numériquement les plus importantes du salariat, à savoir les ouvriers et les employés, représentant 60% de la population active d'un pays comme la France qui fait partie des pays développés dans lesquels il est souvent dit que les anciens clivages de classes ont disparu. Le fait que les représentations (autrefois, on disait la « conscience de classe »...) se soient brouillées ne suffit pas à dissoudre la réalité matérielle. Si l'on regarde le monde entier, le salariat s'étend en même temps que le capitalisme.

Il en résulte qu'on ne peut assimiler défaite politique du salariat et régression sociologique, ou, plus précisément, défaite politique et effacement de la prégnance des rapports sociaux capitalistes. D'ailleurs P. Khalfa réaffirme avec raison : « Le rapport conflictuel entre le capital et le travail n'a aucunement perdu de son importance et reste le moteur de luttes décisives. » Mais il paraît alors difficile de théoriser la *substitution* d'« un mouvement non classiste » à un mouvement de classe.

C'est la fragilité de cette hypothèse qui permet à Fabrice Flipo d'apporter un soutien inattendu à P. Khalfa et d'y voir une thèse à la mode confortée facilement : l'enracinement des luttes d'émancipation ne se situerait plus dans les rapports sociaux de production ; pis, les luttes qui pourraient encore s'y produire seraient entachées d'adhésion au productivisme, donc condamnées soit à renforcer le système capitaliste, soit à être dépassées par l'écologisme dont on pourrait dire qu'il serait un nouveau paradigme à vocation hégémonique au sens gramscien... s'il trouvait à être porté par un bloc de classes !

---

<sup>2</sup> . P. Khalfa [2004] ; P. Corcuff [2004] ; M. Löwy [2004] ; S. Joshua [2004]. Pour ma part, ce texte-ci prolonge quelques éléments épars apportés antérieurement, notamment : « Divagation théorique, digression politique, débridage du neurone, Eléments d'analyse du mouvement anti/alter-mondialiste », 22 novembre 2003, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/alter-politique.pdf> ; « Dans le chaudron d'Attac : capitalisme, croissance, emploi et écologie », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/chaudron.pdf> ; « De la politique », *Politis*, n° 802, 20 mai 2004, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/politique.html>.

<sup>3</sup> . B. Cassen [2004].

<sup>4</sup> . Ce texte (*op. cit.*) a suscité un commentaire critique au sein d'Attac d'I. Joshua [2004-a], puis un échange entre F. Flipo [2004-b], et I. Joshua [2004-b].

Je propose une contre-hypothèse face à l'hypothèse de P. Khalfa. *L'avenir de l'altermondialisme ne réside pas dans sa capacité à se substituer aux luttes de classes traditionnelles, mais dans sa capacité à s'y fondre et donc à les refonder. Par conséquent, il est illusoire de croire que l'écologie puisse constituer un paradigme « total » ; au contraire, sa capacité à influencer le cours des choses dépendra de son articulation avec le social.*<sup>5</sup> *Pour le dire autrement, le rapport à l'économie est politique, le rapport à l'écologie aussi.*

Depuis l'éclosion sur la scène politique de l'écologie, beaucoup ont essayé de théoriser la suprématie du paradigme « vert » sur le paradigme « rouge », Alain Lipietz en ayant donné en France l'une des formes les mieux élaborées<sup>6</sup>. Mais on voit bien l'échec aujourd'hui de cette théorisation qui s'incarne dans une politique de concessions de plus en plus grandes des écologistes politiques au social-libéralisme, la dernière en date étant le soutien au traité constitutionnel européen. Le « ni-droite, ni gauche », dont les écologistes politiques furent parmi les premiers partisans, n'est peut-être pas sans lien avec la croyance que le paradigme vert avait supplanté le paradigme rouge. En d'autres termes, n'y aurait-il pas une parenté entre une démarche « non classiste » et une démarche « inter-classiste » ?

Depuis l'émergence de l'altermondialisme, la tentation existe d'y voir un nouveau mouvement émancipateur en lieu et place du précédent défailant. Et, un bonheur (malheur) n'arrivant jamais seul, certains voient dans le pacs écologisme-altermondialisme la couveuse d'avenir, renvoyant à la retraite le vieux couple socialisme-prolétariat.

Il est impossible de dire aujourd'hui la probabilité de succès d'une telle stratégie. Mon intuition est qu'elle est vouée à l'échec et que notre seule chance d'avancer vers une société plus juste et plus écologique est de concevoir une articulation inédite entre ces deux pôles que sont le social et l'écologique et dont il faut préparer la fusion<sup>7</sup>. Deux séries de conditions en sont nécessaires. Il faut d'abord que nous mettions à distance critique de fausses théorisations qui ont l'apparence et l'attrait de la nouveauté mais qui marquent en réalité des reculs de la pensée. Il faut ensuite travailler politiquement à l'unification de nos combats et donc à la construction de la dialectique du pouvoir et du contre-pouvoir.

Autant l'expérience du XX<sup>e</sup> siècle nous oblige à abandonner les dogmes dont l'application a mené à la faillite des révolutions qui furent tentées, notamment celui du possible développement illimité des forces productives et celui de l'opposition entre démocratie dite « réelle » et démocratie dite « formelle », autant la méthode et les concepts forgés par Marx pour critiquer le capitalisme restent pertinents : ainsi, pas de compréhension possible de l'accumulation financière sans théorie de la plus-value, pas de compréhension de la mondialisation sans théorie de la marchandise, et, au final pour notre projet, pas de nouvelle conception de la richesse ni d'extension de la sphère non marchande sans théorie mettant en relation travail et valeur.

Or ce sont justement les maillons de cette chaîne théorique qui sont ignorés ou abandonnés par les nouvelles élucubrations qui ont fleuri depuis la fin des années 1980, accompagnant – est-ce un hasard ? – la montée en puissance des thèses libérales. Rappelons-nous : nous avons eu droit à la « fin du travail », à l'irruption de l' « activité », à la « disparition de la valeur travail » après celle de la théorie de la valeur-travail en tant que théorie de la marchandise et des rapports capitalistes, au revenu d'existence<sup>8</sup> dont l'origine

<sup>5</sup> . Comme on le verra plus loin, je ne donne pas au terme « social » son sens réducteur habituel qui finalement ne désigne que le souci humanitaire compensatoire de la violence capitaliste. Ici le « social » prend le sens global que l'on trouve dans le « rapport social » structurant la société.

<sup>6</sup> . A. Lipietz [1993].

<sup>7</sup> . La fusion, c'est plus que la fission...

<sup>8</sup> . La position défendue par Attac est à ce jour celle d'une lutte contre le chômage et un plein emploi de qualité, assortie de la garantie d'un revenu décent pour tous ceux qui restent privés d'emploi tant que le chômage n'a pas été éradiqué. Voir Attac [2001].

devenait mystérieuse puisque le travail était censé ne plus créer la valeur pouvant être distribuée, un mythe comparable à celui entourant la capitalisation. Et maintenant, nous serions arrivés à l'ère de la « sortie de l'économie », de la « sortie du développement » comme le dit Serge Latouche<sup>9</sup>, et, puisque les rapports sociaux capitalistes auraient perdu leur place centrale, poursuivent ses épigones, plus besoin de les remettre en cause : « Élémentaire mon cher Watson ! »... Au mieux, le capitalisme étant réduit à du productivisme, on s'acharnera contre celui-ci à partir d'une définition erronée : on nous dit que le productivisme consiste à produire pour produire ; pourquoi alors le capitalisme ralentit-il son activité quand la rentabilité est jugée insuffisante ? et pourquoi veut-il faire régresser les productions non marchandes ? On cernerait sans doute mieux la réalité si l'on disait que le productivisme, c'est produire pour le profit sans fin d'une classe, la bourgeoisie privée qui accumule du capital, ou bien, dans le cadre d'une sorte de capitalisme d'Etat comme en URSS, pour celui d'une classe bureaucratique qui concentre le pouvoir.

On voit donc que, dans la lignée d'auteurs allant d'Illich et Partant jusqu'à Serge Latouche, si l'accent est mis à juste titre sur la critique d'une certaine conception du progrès qui a plus à voir avec la domestication aveugle et finalement mortifère du monde qu'avec une maîtrise consciente des espoirs et des limites de l'action humaine, cette critique est bancal dans la mesure où elle fait l'impasse sur les conditions sociales (les rapports sociaux) dans lesquels s'effectue la relation de l'homme à l'ensemble du monde vivant. Et cette impasse conduit (si tant est qu'une impasse puisse conduire quelque part, sinon à un mur) au renoncement à tout développement des sociétés qui sont invitées à « sortir du développement » alors qu'elles n'y ont jamais été admises. Il ne s'agit pas de soupçonner ces théoriciens de mépris à l'égard des populations victimes de la pauvreté née de la pénétration du capitalisme qui a déstructuré les modes de vie traditionnels. Mais leur posture politique consistant à refuser tout développement ne reflète-t-elle pas une incapacité de penser simultanément les rapports sociaux, les rapports de domination et le mode d'insertion dans le vivant ? D'où leur parfois surprenante conception de l'économie dont ils nous disent qu'elle ne peut être autre que ce qu'elle est et qui pousse certains à dégainer dès qu'ils entendent le mot « productivité ».<sup>10</sup>

La plupart des théorisations contemporaines de l'économie, de la richesse, du bien-être, etc., diffusées à grands coups de trompettes médiatiques, ne sont qu'une longue suite de contresens au sujet des catégories de la « critique de l'économie politique ».

Le premier contresens et peut-être le plus décisif pour la suite porte sur la notion de richesse. Il est aujourd'hui devenu courant d'entendre dire de la part de théoriciens se revendiquant d'une posture critique que le tort de l'économie politique classique et celui inséparable dans l'opprobre de la « critique de l'économie politique » avaient été de définir de manière étroite la richesse. Dominique Méda<sup>11</sup> s'est illustrée dans la diffusion de cette idée et beaucoup se sont lancés dans son sillage<sup>12</sup>. Il faut vraiment avoir lu de travers Smith, Ricardo ou Marx pour prétendre une chose pareille. Ce sont eux qui ont rétabli la distinction d'Aristote entre valeur d'usage (richesse) et valeur d'échange (la « valeur » de l'économie). Jamais Marx n'a écrit ou dit que le travail était la seule source de la richesse (puisque'il disait dans une métaphore que le travail en était le père et la terre en était la mère), en revanche il soutenait que le travail est la seule source de la valeur. Ricardo avait dit exactement la même chose avant lui.

---

<sup>9</sup> . S. Latouche [2001].

<sup>10</sup> . Ce fut le cas en 2003 lors de la bataille sur les retraites où l'on nous avait dit qu'exiger le partage des gains de productivité équivalait à faire le pari du productivisme et c'est encore le cas en 2004 à propos de l'assurance maladie.

<sup>11</sup> . D. Méda [1999].

<sup>12</sup> . P. Viveret [2003].

Donc, il revient à l'économie politique d'avoir grâce à la distinction ci-dessus laissé la porte ouverte à une forme de richesse autre que celle qui est destinée à l'accumulation, une porte ouverte à la gratuité, une porte ouverte à la critique de la marchandisation dont nous reparlons aujourd'hui, une porte ouverte (qu'empruntera Marx) à la critique du fétichisme de la marchandise et de l'argent.<sup>13</sup>

Les biens naturels sont de la richesse et n'ont pourtant pas de valeur économique intrinsèque, contrairement à ce qu'affirment les économistes néo-classiques. Ce point découle de la même distinction précédente. La nature fournit de la richesse et est improductive en elle-même de valeur pour le capital ; lorsqu'elle est appropriée, elle peut être exploitée par le biais d'un travail productif de valeur.

Les services non marchands sont de la richesse sans valeur pour le capital. Donc le travail qui en est à l'origine est productif de richesses et improductif de valeur pour le capital. Les travaux domestiques sont productifs de richesse sans valeur marchande ni monétaire. La reproduction de la force de travail n'est pas, dans le cadre domestique, productrice en elle-même de valeur pour le capital. Tout cela est maintenant bien connu et permet de faire la part des choses entre les pensées orthodoxes et hétérodoxes.

Si le marxisme et le libéralisme ont un point commun critiquable, c'est d'avoir assez (trop) souvent une conception linéaire de l'histoire, mais pas du tout une même conception de la richesse car les économistes néo-classiques (et non les classiques) ont tenté (en vain) de théoriser l'identité entre valeur d'usage et valeur d'échange. S'agit-il d'un débat académique ? Non, car la politique n'est pas loin : à quoi servirait-il de se préoccuper de répartition des revenus si on ne voyait pas que derrière la répartition se trouvent les rapports sociaux de production, toujours dixit Marx ? De la même façon, analyser l'évolution technique comme autonome est totalement étranger à ce dernier puisqu'il n'y a pas de technique qui ne s'insère dans des rapports sociaux et dont l'utilité ne se mesure avant tout à la qualité de ceux-ci. C'est pourquoi on peut être dans un premier temps séduit par les propos iconoclastes, décapants, d'un Illich, mais pour en voir rapidement le caractère abstrait, inopérant et potentiellement réactionnaire si l'on ne précise pas... qui sera exclu du meilleur hôpital dont on aura réduit le nombre de lits, ou bien pour qui l'on ignorera la découverte d'Ambroise Paré sur la circulation sanguine.

Parler d'économie, de rapports sociaux, pire, de rapports sociaux de production, condamne-t-il à rester dans l'univers utilitariste, economiciste ?

Il est devenu politiquement correct de mettre tous les économistes dans le même sac. Plus encore, tous les maux de notre société et notamment ceux qui ont trait à l'écologie leur sont imputés. Ce sont les économistes qui sont responsables et coupables, et les capitalistes disparaissent du champ de la critique. C'est cohérent avec cette idée que la réalité matérielle n'existe pas, qu'il n'y a que des représentations autonomes. En philosophie, cette démarche épistémologique s'appelle idéalisme, et elle est souvent reliée à l'individualisme méthodologique. Pour le moins, cela mérite de sortir du non-dit.

Il est également de bon ton dans certains milieux héritiers d'Illich de critiquer les « grands outils socio-techniques », voire d'appeler au « démantèlement pur et simple » d'EDF<sup>14</sup>. Démanteler EDF, et pourquoi pas La Poste, France Telecom, Air France, la SNCF, l'éducation, la santé, etc. ? Que ces libéraux qui s'ignorent se rassurent, ce sera bientôt fait comme pour les retraites (méga ou macro-système socio-technique s'il en était). Comment se fait-il que le concept d'externalités négatives soit utilisé par eux pour parler de la pollution et que celui d'externalités positives résultant des « grands ensembles socio-techniques » soit

<sup>13</sup> . « "Le système productif" n'existe pas en tant que tel », nous dit F. Flipo [2004-a] ; c'est sûr, le système productif s'insère dans des rapports sociaux qui eux-mêmes *comprennent* le rapport à la nature, dixit Marx.

<sup>14</sup> . F. Flipo [2004-a].

ignoré ? Si l'on admet le concept d'externalités, pourquoi marche-t-il dans un sens et pas dans l'autre ?

De la mise en cause des organes de production collectifs de biens et de services répondant à des besoins sociaux à celle des travailleurs qui les produisent concrètement, il n'y a qu'un pas, allègrement franchi : « L'utilité sociale des travailleurs comme des capitalistes est remise en cause » et « l'industrie et ses facteurs (travailleurs et capitalistes) règnent en maîtres » (sic) car « leur but commun est d'accumuler la plus grande quantité de travail »<sup>15</sup>. De nouveau, les concepts de la « critique de l'économie politique » sont ignorés. Il n'y a plus de classes. Et le travail comme créateur de valeurs d'usage dans tout système social est confondu avec le travail comme catégorie imposée par le capitalisme pour produire des marchandises. Or, toutes les sociétés humaines connaissent la production de leurs moyens d'existence. C'est le cadre social dans lequel s'opère cette production et les finalités assignées à celle-ci qui changent.

S'il n'y a plus de classes sociales, il est logique de conclure que cela « invalide l'idée d'autogestion comme projet social »<sup>16</sup>. Sans classes, il n'y a pas lieu de disputer le pouvoir à la bourgeoisie et donc de construire le pouvoir du peuple. Il en va autrement si cette disparition des classes est un mythe.

Toutefois, la question de l'irruption de l'individualisme ne peut être évacuée. Philippe Corcuff voit le processus d'individualisation comme « le produit d'une pluralité de logiques sociales en interaction » qui comporte « tout à la fois des aspects régressifs (corrosion du lien social ou nouvelles pathologies narcissiques) et des aspects émancipateurs (élargissement des marges de liberté des individus dans la vie quotidienne ou développement d'une intériorité personnelle) ». Il en tire la conclusion que « l'émancipation dont nous nous efforçons de retrouver le chemin est indissociablement collective *et* individuelle. »<sup>17</sup> Si cette dualité de l'émancipation est correctement anticipée, alors on ne peut prétendre à la domination de l'un de ses deux aspects, ou à la disparition de l'un au profit de l'autre, le premier devenant un nouveau paradigme total, et donc forcément réducteur et condamné à l'échec.

## 2. Rapports sociaux et écologie : vers une dialectique

Dissipons d'abord un malentendu fréquent. Il ne s'agit pas de discuter d'une chronologie évidente : la planète Terre, ses écosystèmes, la vie, sont antérieurs à l'espèce humaine. L'activité de celle-ci se déroule donc dans un cadre qui la dépasse dans la durée et dans son fondement même : la Terre peut tourner sans l'homme, l'homme n'est pas sans la Terre. De cette antériorité, certains théoriciens écologistes déduisent que puisque la société s'inscrit dans la biosphère, la préoccupation sociale est seconde par rapport à la préoccupation écologique. Je voudrais montrer que le problème n'est pas là. Il s'agit de savoir si la préoccupation écologique a un sens séparée de l'être humain et de l'organisation sociale.

S'il peut être établi que la simultanéité des désastres sociaux et écologiques n'est pas fortuite, c'est-à-dire s'ils sont le produit du développement économique impulsé par l'accumulation du capital à l'échelle planétaire, et, pis encore, s'ils en sont le produit nécessaire, alors se pose la question de la rencontre de la critique marxienne du capitalisme et de la critique du productivisme chère aux écologistes. Or, non seulement ces deux critiques sont nées séparément, mais elles se sont développées largement l'une contre l'autre dans la mesure où la première a été identifiée pendant toute leur durée de vie aux expériences des pays dits « socialistes » dont les gâchis écologiques – comme sociaux d'ailleurs – n'étaient

---

<sup>15</sup> . *Ibid.*

<sup>16</sup> . *Ibid.*

<sup>17</sup> . P. Corcuff [2004].

pas moindres que ceux des pays capitalistes, et où la seconde a longtemps hésité à replacer les rapports de l'homme à la nature dans le cadre des rapports sociaux.<sup>18</sup>

Toutefois, la conjonction de trois événements a créé les conditions d'un rapprochement entre ces deux démarches. Il s'agit d'abord de la disparition des (anti)modèles « socialistes » qui handicapaient l'utilisation de la théorie de Marx à des fins de critique radicale du capitalisme. Le deuxième événement fut la libéralisation complète du capitalisme, sous la conduite des marchés financiers devenus globaux, qui s'est soldée par un renversement du rapport des forces à l'avantage du capital et au détriment du travail. Le troisième événement est la convergence des mobilisations populaires et des luttes sociales contre les méfaits de la mondialisation capitaliste, notamment en identifiant clairement les enjeux des négociations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce : le refus de la marchandisation du monde et de la privatisation du vivant contient en lui la remise en cause des deux termes de la crise frappant surtout les populations les plus démunies : social et écologique.

Ce dernier élément – la lutte sociale – n'est pas le moindre : à lui seul, il fonde la possibilité d'élaborer une critique théorique générale d'une crise elle-même globale ; à lui seul, il justifie les recherches théoriques pour dépasser une opposition stérile et paralysante entre une critique marxiste traditionnelle des rapports sociaux coupés des rapports de l'homme avec la nature et une critique écologiste simpliste des rapports de l'homme avec la nature sans référence aux rapports sociaux à l'intérieur desquels l'homme met en œuvre son projet de domestication de la nature.

Les conditions matérielles semblent donc réunies pour mener une théorisation *matérialiste* de la connaissance et de la transformation des rapports de l'homme avec la nature et cela dans deux directions : vers la formulation d'un matérialisme naturaliste et vers la réinsertion de l'écologie politique au sein d'une analyse globale du capitalisme, dans une sorte de fécondation mutuelle de deux paradigmes. Cependant, un obstacle de taille se dresse devant cette alliance : un nouveau paradigme ne triomphe qu'en se substituant à un autre. Le plus vraisemblable est donc que la condition nécessaire de la naissance d'une écologie politique marxienne ou d'un marxisme écologique soit un dépassement complet et définitif de la forme prise par le marxisme traditionnel en tant que mouvement de pensée et d'action inscrit dans une période historique donnée, celui qui, schématiquement, s'est résumé et réduit à la collectivisation des moyens de production sans que les rapports sociaux ne soient en rien modifiés. Inversement, la pensée de l'écologie politique ne saurait prétendre au titre de nouveau paradigme si elle ne réussissait pas à s'intégrer dans un ensemble plus vaste visant à une transformation sociale. Aujourd'hui, bien que cette double entreprise soit loin d'être achevée, on peut faire état d'un nombre important de contributions allant dans le sens d'une construction novatrice. Il y a celles qui montrent que le matérialisme peut, sous certaines conditions, constituer la matrice conceptuelle de la prise en compte de l'écologie par la société, et celles qui définissent en retour les bases d'une écologie débarrassée de l'illusion d'un capitalisme propre.

### ***Le matérialisme comme matrice conceptuelle de l'écologie***

L'œuvre de Marx propose un cadre conceptuel qui, premièrement, place l'activité sociale des êtres humains à l'intérieur d'un environnement matériel naturel, et, deuxièmement, opère une distinction radicale entre le procès de travail en général et le procès de production capitaliste. Cependant, au sein de cette œuvre, subsistent plusieurs difficultés dont le dépassement est indispensable pour pouvoir y intégrer la problématique écologiste.

---

<sup>18</sup> . La suite de ce texte fait de larges emprunts à un plus ancien J.M. Harribey [2001].

Un premier consensus s'établit parmi les auteurs se réclamant aujourd'hui de Marx et s'intéressant à l'écologie : il existe des conditions matérielles naturelles indispensables à l'activité humaine, et cela quel que soit le mode de production. « La nature est le corps non organique de l'homme » ou bien « l'homme est une partie de la nature » écrivait Marx [1965, p. 62] dans les *Manuscrits de 1944*. Dès lors, selon Ted Benton [1992], les positions philosophiques de Marx et Engels relèvent à la fois du naturalisme et du matérialisme. Au premier abord, cette vision de la nature comme « corps non organique de l'homme » pourrait être interprétée comme purement utilitariste. Alfred Schmidt [1994, p. 113] s'oppose à cette interprétation car Marx s'écarte d'une telle conception héritée des Lumières pour adopter une position dialectique : « Dans l'homme, la nature parvient à la conscience d'elle-même et s'unit à elle-même grâce à l'activité théorico-pratique de ce dernier. »

James O'Connor [1992], fondateur de la revue américaine de l'écologie socialiste *Capitalism, Nature, Socialism*, poursuit en indiquant que la différence fondamentale entre, d'une part, les conditions naturelles de la production et, d'autre part, les forces productives considérées habituellement par le marxisme ainsi que leurs conditions superstructurelles d'exercice, repose sur le fait que les premières ne sont pas produites. Comme ces conditions naturelles objectives ne sont pas produites et comme leur existence est posée *ex ante*, cela fonde une approche matérialiste de l'écologie et établit un premier point de rencontre avec les principes de la thermodynamique dont Nicholas Georgescu-Roegen [1971 ; 1995] fut l'un des premiers à tirer les conséquences pour l'économie : « l'entropie d'un système *clos* augmente continuellement (et irrévocablement) vers un maximum ; c'est-à-dire que l'énergie utilisable est continuellement transformée en énergie inutilisable jusqu'à ce qu'elle disparaisse complètement » [1995, p. 81-82] car le développement économique est fondé sur l'utilisation inconsidérée du stock terrestre d'énergie accumulé au cours du temps. Point de rencontre mais non identité parce que, comme le suggère René Passet [1996, p. XVII], Marx et Engels sont sans doute plus proches de l'idée d'une « destruction créatrice » d'un Ilya Prigogine [1979] que d'une dégradation inexorable de l'univers. Toutefois, Juan Martinez-Alier [1992-a, p. 21 ; 1992-b, p. 183-184] rappelle que, pour N. Georgescu-Roegen comme pour Vladimir Vernadsky [1924]<sup>19</sup>, la Terre est un système ouvert parce qu'elle reçoit de l'énergie extérieure en provenance du soleil et qu'ainsi des processus de croissance et de complexification peuvent s'y dérouler au cours du temps.

Le fait que l'activité humaine se déroule au sein d'une enveloppe naturelle légitime la « gestion normative sous contrainte » préconisée par R. Passet. Des auteurs comme N. Georgescu-Roegen et R. Passet, bien que ne se réclamant pas du marxisme, s'en rapprochent lorsqu'ils remettent en cause la réduction du social à l'économique et la manière de ne penser l'économie qu'en termes d'équilibres.

Dès le début du *Capital*, Marx distingue le procès de travail en général, qui est une caractéristique anthropologique, dont le but est de produire des valeurs d'usage propres à satisfaire des besoins humains, et le procès de travail particulier au mode de production capitaliste, ne représentant qu'une phase de l'histoire humaine, dont le but est de produire de la plus-value permettant de valoriser le capital. Dans le second cas, la production de valeurs d'usage cesse d'être une finalité pour n'être plus qu'un moyen de la valeur dont la marchandise est le support. Dès cet instant, explique Jacques Bidet [1992 ; 1999], la possibilité existe pour que les vrais besoins sociaux ne soient pas satisfaits et que, au contraire, des externalités, des « contre-utilités » sociales soient engendrées par un mode de production « polarisé par le profit » [1992, p. 103]. Le principe de la critique écologiste est

---

<sup>19</sup> . Voir J.P. Deléage [1992].

donc déjà, au moins implicitement selon T. Benton et J. Bidet, contenu dans cette distinction établie par Marx.

Cependant, Marx a consacré l'essentiel de son œuvre à analyser la contradiction, à ses yeux fondamentale, issue de l'exploitation de la force de travail : la difficulté pour le capital de faire produire et ensuite de réaliser la plus-value. Et Marx aurait en partie délaissé, bien qu'étant conscient de celles-ci, les conséquences écologiques du développement du capitalisme. Pour l'expliquer, T. Benton avance l'hypothèse qu'il aurait sous-estimé les « conditions naturelles non manipulables » [1992, p. 66] du procès de travail et surestimé le rôle et les capacités techniques de l'homme. Marx n'aurait donc pu se détacher de la perspective prométhéenne dont le XIX<sup>e</sup> siècle est empreint et se serait rendu coupable de complaisance ou, au moins, de manque de vigilance envers ce que les écologistes appellent aujourd'hui le productivisme. Ce reproche est contesté par Reiner Grundman [1991] qui considère qu'on ne peut assimiler la volonté d'utiliser la nature dans la perspective de satisfaire des besoins humains à un projet de destruction automatique et délibérée de celle-ci. La raison en est que détruire la nature se retournerait contre la satisfaction de ces besoins. Or, il nous semble que cet argument ne pourrait être avancé que si les pratiques de destruction de la nature étaient intentionnelles, décidées en fonction d'une telle finalité destructrice. Si l'accumulation du capital résultait d'un projet collectif conscient, il n'y aurait aucune raison logique pour que l'impératif d'épargner la nature ne puisse se substituer à celui de la malmener, et cela signifierait que le principe de précaution pourrait, potentiellement, s'inscrire dans l'activité capitaliste. Le moins que l'on puisse dire est que cela paraît douteux et l'on ne peut donc décharger totalement Marx d'avoir été une victime – consentante ? – du mythe du progrès.

La discussion précédente introduit l'idée que le développement du capitalisme engendrerait deux contradictions. La première est celle à laquelle Marx a consacré toute sa vie : en créant les concepts de force de travail et de plus-value et en faisant de la théorie de la valeur une théorie critique des rapports sociaux capitalistes, Marx met à nu l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail dont le dépassement ne sera réalisé que dans le communisme. Et il aurait négligé sur le plan théorique une « seconde contradiction » du capitalisme.

Cette notion a été mise en avant par J. O'Connor et plusieurs auteurs de *Capitalism, Nature, Socialism* comme Enrique Leff [1986], Paul Burkett [1996], Stuart Rosewarne [1997], Tim Strohane [1997] et est reprise par J. Bidet [1992 ; 1999]. La définition de cette seconde contradiction manque de précision et varie un peu d'un auteur à l'autre. Pour J. O'Connor, elle concernerait les coûts, non plus seulement examinés sous l'angle économique, mais aussi les coûts relevant de « catégories sociologiques ou politiques » [1992, p. 33]. Alors que la première contradiction se manifesterait plus par la difficulté de réaliser la plus-value que de la produire, ce serait l'inverse pour la seconde. Celle-ci comporterait deux aspects : le premier serait, selon J. Bidet, la dépossession des membres de la société « de la capacité à conférer un sens à leur existence » [1992, p. 104] ; le second aurait trait, aussi bien chez J. O'Connor que chez J. Bidet [1992, p. 105], à « l'extériorisation d'un certain nombre de coûts de la production sociale ».

Plusieurs remarques s'imposent. Premièrement, la contradiction entre capital et travail – celle qui est appelée ici première – rassemble les deux difficultés de produire et réaliser la plus-value : il est faux d'opposer suraccumulation du capital et sous-consommation car ces deux points sont indissociables et corollaires l'un de l'autre. Deuxièmement, les auteurs analysant la contradiction appelée seconde glissent de la notion d'externalisation à celle d'extériorisation. Qu'est-ce qui justifie de qualifier la contradiction écologique du capitalisme de contradiction « externe » et de réserver la caractérisation de contradiction « interne » au procès de production capitaliste à la seule exploitation de la force de travail [J. Bidet, 1999, p.

296] ? Cela nous paraît constituer un retour en arrière quant au postulat matérialiste de la nécessaire insertion de la production capitaliste dans l'environnement naturel. Dès lors, la première et la seconde contradiction sont toutes les deux internes au mode de production capitaliste et elles ne peuvent donc être séparées : sans l'exploitation de la nature, celle du travail n'aurait pas eu de support matériel, et sans l'exploitation du travail, celle de la nature n'aurait pu s'étendre et se généraliser ; il s'ensuit que la crise sociale et la crise écologique sont les deux facettes d'une même réalité.<sup>20</sup> D'ailleurs, J. Bidet, rejoint par Daniel Bensaïd [1993], approuve André Gorz [1978 ; 1992] lorsque celui-ci établit un lien entre le renforcement de la crise écologique et la baisse du taux de profit. Et J. O'Connor confirme ce lien en disant que le capital réduit ses possibilités de rentabilité au fur et à mesure qu'il soumet à sa loi les conditions naturelles de la production. Enfin, troisièmement, la dépossession de la capacité à donner un sens à l'existence n'est rien d'autre que l'aliénation, déjà analysée par Marx et surtout tout à fait reliée à l'exploitation. Il est vrai que la destruction de la nature engendrée par l'activité capitaliste implique une perte de sens, mais si les désastres écologiques étaient traduits par le seul concept philosophique d'aliénation, qu'aurait-on besoin de la science appelée *écologie* pour les connaître ?

Les questions soulevées précédemment laissent apparaître la persistance de difficultés théoriques qui, au sein de la recherche marxiste actuelle sur l'écologie, s'opposent encore à une symbiose véritable. Elles portent essentiellement sur les hypothèses et les finalités du modèle marxien.

En premier lieu, la distinction entre les diverses formes du procès de travail est-elle suffisante pour analyser les rapports de l'être humain avec la nature ? En d'autres termes, le procès de production capitaliste est-il seul responsable de la destruction ou de la fragilisation des écosystèmes ? Si l'activité humaine se contentait de produire des valeurs d'usage, toute contradiction entre cette activité et l'ensemble des équilibres biologiques disparaîtrait-elle ? Cela n'est pas certain, et l'on sait que certaines sociétés techniquement peu développées et non soumises à la loi du profit peuvent être contraintes à des pratiques agricoles qui épuisent rapidement les sols. Inversement, au sein de sociétés techniquement avancées, la disparition du capitalisme est la condition nécessaire mais non suffisante d'une co-évolution équilibrée des systèmes vivants. C'est ce qui se dégage du constat établi par J. Martinez-Alier [1987] selon lequel la planification ne résout pas plus que le marché le problème de l'absence de commune mesure entre le présent et le futur.<sup>21</sup> Peut-on situer l'origine profonde de la reconnaissance tardive de la question écologiste par le marxisme dans « l'insuffisance métastructurelle » de l'approche de Marx, c'est-à-dire dans le fait qu'il ait établi une identité entre capitalisme et marché, interdisant de penser véritablement le couple liberté-égalité, et, par voie de conséquence pour le sujet de l'écologie, interdisant de penser l'usage du monde ? Telle est la thèse de J. Bidet [1999, p. 297] qui a l'avantage de relier propriété, pouvoir et éthique.

Pour saisir la portée de cette problématique, il convient auparavant de rouvrir la discussion sur l'existence ou non de limites naturelles. La virulence avec laquelle Marx et Engels s'opposèrent aux thèses de Malthus sur la population a profondément marqué l'histoire du marxisme. Bien que partant d'une critique fondamentalement juste, leur volonté de construire une théorie socio-historique du capitalisme eut sans doute des effets pervers.

---

<sup>20</sup> . Voir P. Rousset [1994] et J.M. Harribey [1997]. Nous insistons sur un point logique : le capitalisme développe les deux contradictions conjointement – elles sont donc internes à lui-même –, ce qui ne signifie pas qu'il soit le seul mode de production à devoir affronter la contradiction vis-à-vis de la nature, comme on le verra plus loin.

<sup>21</sup> . J. Martinez-Alier insiste aussi ailleurs [1992-a] sur le fait que le débat entre F. Hayek et O. Lange dans les années 1930 n'avait pas posé le problème de l'allocation intergénérationnelle des ressources non renouvelables.

Engels [1975] rejeta le principe d'entropie et condamna sans appel la tentative de Sergueï Podolinsky [1880-a ; 1880-b ; 1880-c] d'articuler une théorie de la valeur-travail et une théorie de la valeur énergétique. S'il est vrai qu'il est impossible de réduire tous les aspects de l'activité humaine à une dépense énergétique mesurée en calories et qu'il est donc vain de chercher un équivalent universel, la thèse de S. Podolinsky ne peut se résumer à cela car elle soutient que, si les techniques le permettent, l'homme peut produire plus de calories qu'il n'en dépense, écartant ainsi la perspective de mort thermique.<sup>22</sup> S. Podolinsky ouvrait la voie aux analyses ultérieures d'Howard Odum [1971] mesurant l'efficacité d'un système vivant à sa capacité à maximiser son énergie incorporée qu'il nomme *émergie*. L'évolution et l'issue des activités humaines ne dépendent alors pas mécaniquement de conditions naturelles mais des conditions sociales et techniques d'utilisation des conditions naturelles. Contrairement à ce qu'avait cru trop rapidement Engels, S. Podolinsky s'inscrivait donc tout à fait dans une perspective matérialiste, qui plus est marxiste, et ne mérite pas l'indignité dont il est encore aujourd'hui frappé chez certains auteurs marxistes<sup>23</sup>.

En réalité, les réticences de Marx et Engels, puis des marxistes en général jusqu'à une date récente, s'expliquent grandement par la crainte que, derrière l'argument des limites naturelles à l'activité humaine, se dissimule un conservatisme qui ne dirait pas son nom. Mais, selon T. Benton, la question des limites naturelles n'entre pas en conflit avec des projets émancipateurs à condition de repérer les éléments du procès de travail qui sont « rebelles à la manipulation intentionnelle » [1992, p. 70], comme la photosynthèse, les interventions humaines répétées ou accumulées qui provoquent des effets non voulus et indésirables, comme l'effet de serre, et les interventions qui ont occulté ou modifié certaines limites, comme les manipulations génétiques.

Finalement, le problème se résume ainsi : les « limites » naturelles ne sont pas figées, elles se déplacent dans le temps et l'espace en fonction de l'organisation socio-technique de la société, mais le déplacement lui-même n'est certainement pas infini. Il faut donc dire adieu à l'infinitude de la croissance économique qui, selon Herman Daly [1992], ne peut être durable, et se mettre à penser un au-delà de l'accumulation capitaliste. « Dans tous les cas, un écosystème est une totalité qui ne se reproduit qu'à l'intérieur de certaines limites et qui impose à l'homme diverses séries de contraintes matérielles spécifiques », écrit Maurice Godelier [1984, p. 44]. De ce fait, surgit un autre problème soulevé par Hans Jonas [1990] considéré comme le fondateur d'une philosophie du respect de la vie et des conditions de la vie qu'il nomme *principe de responsabilité*. H. Jonas n'est pas un philosophe marxiste, mais son interpellation du marxisme porte précisément sur l'un des fondements philosophiques les plus importants de celui-ci. Pour lui, l'éthique de la responsabilité est antinomique avec la notion d'utopie, et, particulièrement, l'utopie de l'abondance. Compte tenu des limites de tolérance de la nature, la promesse d'abondance doit être abandonnée, notamment parce qu'il sera impossible de faire accéder les pays sous-développés au niveau des pays développés sans avoir recours encore davantage au progrès technique, ce qui accroît la contradiction à l'égard du principe de responsabilité. Les bases matérielles de l'utopie marxiste, comme celles d'ailleurs de l'idéologie libérale, qui auraient permis de passer du « règne de la nécessité » au « règne de la liberté » [Marx, 1968, p. 1488] ne seront jamais réunies. Même un auteur qui s'est pourtant attaché à réhabiliter l'utopie marxienne, Henri Maler, est catégorique à propos des forces productives héritées du capitalisme qui seraient porteuses d'émancipations : il s'agit d'« illusions funestes » [1995, p. 245]. Doit-on pour autant se désintéresser de l'amélioration des conditions matérielles d'existence ? Non, répond H. Jonas, mais « il est hautement nécessaire de *libérer l'exigence de la justice, de la bonté et de la raison de l'appât*

<sup>22</sup> . Voir F. D. Vivien [1994 ; 1996].

<sup>23</sup> . Par exemple, M. Husson [2000, p. 141].

de l'utopie » [1990, p. 296]. Le principe de responsabilité n'est pas, pour H. Jonas, compatible avec le principe d'espérance d'Ernst Bloch [1977, 1982, 1991]. Le renoncement à l'abondance chez H. Jonas est à rapprocher de la notion du « suffisant » chez A. Gorz : « L'établissement d'une norme du suffisant est incompatible – en raison de l'autolimitation des besoins et de l'effort consenti qu'elle implique – avec la recherche du rendement maximum qui constitue l'essence de la rationalité et de la rationalisation économiques » [1992, p. 22]<sup>24</sup>.

D'une certaine manière, H. Jonas anticipe le rejet du primat des forces productives qu'exprime Alain Lipietz, économiste et théoricien écologiste venu du marxisme. En réduisant, dit ce dernier, l'histoire du genre humain à son activité transformatrice, le marxisme est « en porte-à-faux par rapport à l'écologie humaine » [1996, p. 186] et « la nature n'est pas le corps inorganique de l'homme, mais tout autant le corps inorganique de l'abeille ou de l'aigle royal » [1996, p. 187]<sup>25</sup> car le respect de la diversité biologique est un principe de vie, celui qui doit prévaloir sur tous les autres. Le premier reproche d'A. Lipietz est excessif : si Marx avait réduit l'histoire de l'homme à son histoire productive, le travail aurait contenu en lui-même sa propre fin – la *praxis* par opposition à la *poiesis* –. En revanche, Marx a sans doute eu le tort de considérer l'histoire productive comme la préhistoire humaine, condition d'accès à la véritable histoire. Le second reproche est davantage fondé, mais paradoxalement, c'est celui qui pose, en filigrane, l'incomplétude radicale d'une écologie qui ne serait pas insérée dans une perspective de transformation sociale.

### ***L'écologie insérée dans les rapports sociaux***

Les difficultés théoriques rencontrées par la pensée marxiste pour saisir la question écologiste sont l'image inversée de celles qui font encore obstacle à une intégration des luttes écologistes dans une lutte globale contre le capitalisme. Cette question ne manque pas d'évoquer les concepts de désencastrement-réencastement de Karl Polanyi [1983] à qui J. O'Connor [1992, p. 30-31] se réfère d'ailleurs ouvertement pour théoriser une écologie socialiste.

L'écologie politique peine à se départir d'une critique du productivisme de faible portée ne voyant dans celui-ci que la recherche d'une « production sans autre finalité qu'elle-même » ainsi que le définit Jean-Paul Deléage [1993, p. 12]. Or, la critique qu'il s'agit de mener est celle de la production qui n'a d'autre finalité que la valeur marchande pour le profit qu'elle contient, au mépris de toutes les valeurs de justice et de respect de la vie.

L'impossibilité d'évaluer monétairement les éléments naturels non produits, autrement qu'en calculant le coût de production de leur exploitation économique ou le coût de production de la réparation des dommages qui leur sont causés, s'explique parce que la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, contrairement à ce que prétendent les économistes néo-classiques qui feignent de s'offusquer que l'économie politique ait traditionnellement délaissé la « valeur » de la nature. Aujourd'hui, plusieurs théoriciens écologistes, notamment

<sup>24</sup> . Voir aussi A. Gorz [1988, p. 142].

<sup>25</sup> . On est loin de la provocation de M. Husson [2000, p. 72] : « l'humanité peut vivre sans baleines ou sans tortues, comme elle a appris à vivre sans dinosaures ». L'argument de cet autre économiste marxiste est qu'il faut défendre la biodiversité, non pas pour des raisons utilitaristes, mais au nom de valeurs éthiques ou esthétiques. Or, comme c'est justement la position de la plupart des écologistes, la condamnation portée par M. Husson contre ces derniers s'invalide elle-même. Mais, plus important est de remarquer que la frontière est tenue entre l'opinion exprimée ci-dessus par A. Lipietz et celle de la tendance extrême de l'écologie profonde (*deep ecology*), d'où la difficulté de concevoir un humanisme conscient de la nécessité de respecter toutes les formes de vie, aussi éloigné d'un anthropocentrisme utilitariste vis-à-vis des autres espèces vivantes que d'« une éthique normative non humaniste, voire antihumaniste » qui serait, nous dit J.P. Maréchal [1997, p. 176], « une contradiction en soi ».

Gunnar Skirbekk [1974], J. Martinez-Alier [1992-a], E. Altvater [1997], E. Leff [1999] et moi-même [1997 ; 1999], s’inscrivant dans le cadre du renouveau du marxisme, ont démontré que cette assertion était un pur non-sens.

Deux options sont alors possibles pour les écologistes. Ou bien ils s’en remettent au marché pour procéder à une meilleure allocation des ressources par l’instauration d’éco-taxes ou la mise en vente de droits de polluer, mais ils sont amenés à étendre un peu plus le champ d’une comptabilité marchande qui a précisément fait la preuve de son incapacité à prendre en compte les phénomènes biologiques, le temps et l’incertitude. Ou bien ils reconnaissent la vanité de vouloir objectiver dans des prix les choses de la nature et ils s’engagent sur une voie différente, à l’instar de José Manuel Naredo [1999]<sup>26</sup>, pour établir des comptabilités-matières des ressources naturelles, des comptabilités des dépenses énergétiques, à condition qu’elles ne soient converties ni en équivalent-travail ni en monnaie, et élaborer des fonctions d’objectifs sociaux hors de tout critère de maximisation du profit.<sup>27</sup>

L’incommensurabilité des éléments naturels et des marchandises ordinaires interdit donc l’application de la théorie de la valeur-travail<sup>28</sup> aux premiers. La « valeur » de la nature est d’un autre registre que l’économique et renvoie à des valeurs situées dans l’ordre de l’éthique et dans celui du politique. Mais cela ne discrédite pas pour autant la théorie de la valeur-travail dont le champ d’application n’a jamais été et ne peut-être que celui de la marchandise. Malheureusement, la littérature écologiste est remplie d’écrits témoignant d’une incompréhension de la théorie de la valeur des marchandises comme une théorie des rapports sociaux capitalistes présidant à la production de ces marchandises. Or, la théorie dite de la valeur-travail exprime deux points fondamentaux pour une problématique écologiste : d’une part, « *c’est la loi du moindre effort pour la production d’une valeur d’usage* », dit J. Bidet [1999, p. 295], et, d’autre part, c’est la critique de la production pour le profit au détriment des besoins sociaux, d’un usage raisonné de la nature et, plus généralement, de la justice sociale. La théorie de la valeur est donc au centre d’une théorie générale intégrant l’écologie et l’organisation sociale.

### ***L’écologie et la justice***

A condition d’identifier clairement l’action pour la préservation des équilibres naturels comme une composante de l’action anti-capitaliste, l’écologie apporte au marxisme une dimension que celui-ci n’avait pas prise en compte jusque-là : l’équité intergénérationnelle. La justice sociale peut donc désormais s’envisager sur un double plan : dans le présent, au

---

<sup>26</sup> . Au sein du courant dit de l’économie écologique (*Ecological Economics*) et dans une perspective post-classique, voir aussi M. O’Connor [1996].

<sup>27</sup> . Après le ralliement du gouvernement français à la proposition de créer un marché des droits de polluer, l’opposition se durcit entre ceux qui, comme A. Lipietz [1998 ; 1999], y sont favorables et ceux qui, comme M. Husson [2000], les rejettent résolument. Cette opposition est-elle insurmontable dans la mesure où il semblerait que l’utilisation d’instruments économiques reste possible dès lors qu’elle est subordonnée à la décision politique ? L’éco-taxe ou le prix du droit de polluer ne peuvent être des prix de marché puisqu’on ne peut évaluer la nature. A. Lipietz n’est donc pas en droit d’affirmer que le marché des permis de polluer est le meilleur système “ en théorie ” parce que la *théorie* néo-classique est fautive d’un bout à l’autre : elle réduit tous les comportements humains à la rationalité de l’*homo œconomicus* ; elle fait comme si la difficulté de construire des fonctions de préférences individuelles et collectives était surmontée ; elle ignore l’interdépendance entre les décisions des agents, elle passe sous silence le fait qu’il est aujourd’hui démontré que l’existence d’externalités empêche le système concurrentiel d’être un optimum de Pareto et que l’impossibilité d’attribuer un prix monétaire à la nature interdit le rétablissement d’un tel optimum par une simple éco-taxe ou un permis de polluer marchand ; elle considère les facteurs de production – dont les facteurs naturels – comme continuellement substituables ; et elle confond la valeur d’usage et la valeur d’échange.

<sup>28</sup> . On ne dit rien bien sûr de la dite théorie de la valeur-utilité prônée par l’économie néo-classique car elle n’est même pas une théorie de la valeur des marchandises, mais simplement une légitimation de l’appropriation de cette dernière.

sein des sociétés actuelles marquées par de profondes inégalités en termes de pouvoirs, de revenus, de conditions de vie et de travail, d'accès aux ressources naturelles, aux soins, à l'éducation, à la culture, et, dans le temps, entre les différentes générations, en termes d'accès aux ressources naturelles.

Au croisement de l'éthique et de la politique, le rapport entre écologie et justice sociale contient au moins trois exigences fondamentales d'ordre théorique et pratique.

La première exigence est d'élaborer une théorie de la justice qui intègre trois dimensions : une théorie critique de l'injustice *hic* et *nunc*, une théorie d'une société juste et une théorie pour être juste dans une société encore injuste. La théorie de John Rawls [1987] ne satisfait pas à ces conditions parce qu'elle part d'une conception individualiste du contrat social et de la coopération qui doit en résulter. Elle écarte toute idée de régulation autre que celle qui est assurée par l'ordre marchand, supposé efficace. J. Bidet [1995, p. 130-135] a montré que cette construction n'accordait aucune place à un projet collectif, et, surtout, constituait une régression par rapport à l'impératif catégorique kantien en n'énonçant pas de principe d'action en faveur d'une meilleure justice immédiate. De plus, j'ai avancé l'idée [1997] que la notion rawlsienne de biens sociaux premiers portant sur les droits et libertés garantis à tous devrait, afin d'avoir une réelle portée, être élargie au droit à l'accès aux ressources naturelles et au droit à l'accès aux emplois qui conditionnent l'accès aux ressources produites.

La seconde exigence porte sur la définition des droits de propriété collectifs qui fait aujourd'hui cruellement défaut tant à une refondation d'un projet socialiste qu'à l'émergence d'un projet écologiste et, évidemment, à un projet éco-socialiste. L'échec des collectivismes – ou des capitalismes – d'Etat d'un côté, et l'imputation des dégradations de la nature à l'absence de propriété privée sur celle-ci de l'autre, entravent la réflexion sur les formes que pourrait prendre la propriété collective des biens appartenant à l'humanité dans sa totalité comme l'air, l'eau et toute ressource conditionnant la vie. Les analyses de l'économiste néo-classique Ronald Coase [1960] à propos de l'instauration de droits de propriété privée sur la nature et celles du biologiste Garret Hardin [1968] sur les enclosures procèdent à une assimilation abusive de la propriété collective à la non propriété. En face, les propositions pour fonder de nouveaux droits collectifs dans le présent et dans l'avenir en restent encore à l'énoncé de principes : ainsi, E. Leff [1999, p. 99-100] parle-t-il de droits de propriété collectifs sur la nature permettant la reconstruction des processus de production communautaires, établis dans le respect de l'autonomie culturelle et dans le cadre de mouvements sociaux.

Si l'élaboration d'une théorie de la justice et d'une théorie des droits de propriété collectifs s'avère difficile, il est un point dont la théorisation est plus aisée quoique son application soit délicate. Cela concerne la troisième exigence pour relier écologie et justice sociale : le partage des gains de productivité et leur affectation prioritaire en diminution de la durée du travail pour améliorer la qualité de vie plutôt qu'en accroissement perpétuel de la production, dès lors que les besoins matériels essentiels sont satisfaits. On remarquera que dans une telle perspective, il est de nouveau question d'une réappropriation collective, cette fois-ci, de la richesse créée, et cela par la reconquête du temps dont le capitalisme s'était emparé dès l'aube de la révolution industrielle. Maîtrise de son temps de vie par chaque être humain et respect du temps qui a conduit à l'épanouissement et à la complexification des systèmes vivants, tels sont bien les deux termes inséparables d'une écologie politique marxienne.<sup>29</sup>

---

<sup>29</sup> . Nombreux sont les théoriciens ayant exploré cette voie ; on pourra consulter A. Lipietz [1993] et J.M. Harribey [1997]. J. Becker et W.G. Raza [2000] ont tenté d'intégrer théorie de la régulation et écologie politique.

Il faut enfin aborder la question de la coexistence de la justice d'un point de vue intra-générationnel et celle d'un point de vue inter-générationnel. Je soumetts à la discussion le raisonnement suivant. Dans cinq milliards d'années, la vie sur Terre s'arrêtera avec l'extinction du soleil. Il nous faut donc l'admettre. D'un point de vue philosophique y a-t-il une différence entre l'admettre pour dans cinq milliards d'années, dans cinq millions ou dans cinq mille ans ? Le cerveau humain, la conscience humaine peuvent-ils se projeter dans un avenir aussi lointain, c'est-à-dire qui ne peut rester que purement abstrait, dans la mesure où ne pouvons pratiquement rien dire ni rien faire pour les vivants dans cinq mille ans ? Si donc la notion d'équité inter-générationnelle a un sens, c'est lorsqu'on peut penser et agir pour rendre la vie possible pour les générations qui vont nous suivre prochainement, à charge pour celles-ci d'assurer le continuum, dans un processus de transmission ininterrompue. Alors, sauf à se voiler la face dans une attitude hypocrite reportant à demain l'amélioration des conditions de vie, la seule manière de préparer raisonnablement l'équité inter-générationnelle, c'est de construire l'équité intra-générationnelle ici et maintenant. La justice sociale, définie comme l'accès de tous aux droits, à la richesse produite et à la richesse naturelle, est susceptible d'intégrer la dimension écologique, donc de penser l'avenir, tandis que l'inverse n'est pas vrai : aucune pensée de l'équité dans plusieurs générations n'est capable d'assurer la justice aujourd'hui.

Pas plus que la crise écologique n'a pris le relais de la « question sociale » – car elles sont liées –, l'écologie politique n'a supplanté le marxisme en tant qu'instrument d'analyse du capitalisme et en tant que projet politique. L'écologie politique ne naît pas du néant et elle hérite de près de deux siècles de luttes sociales contre l'exploitation et l'aliénation. Comme l'a montré A. Gorz [1991], l'écologie s'inscrit dans la continuité de l'histoire ouvrière sur deux plans : celui de la revendication de justice sociale et celui de la contestation de la rationalité économique capitaliste ; mais elle s'en écarte quant à l'adhésion au mythe du progrès matériel infini. C'est la raison pour laquelle, inversement, le marxisme traditionnel n'épuise pas les questions posées par l'évolution des sociétés modernes.

Sur le plan épistémologique, la rencontre entre la théorie matérialiste de Marx et l'écologie politique s'appuie sur le refus d'une méthode individualiste. « L'individualisme méthodologique se heurte à la difficulté ontologique insurmontable de prendre en compte les générations futures » écrit J. Martinez-Alier [1992-a, p. 23-24]. L'approche socio-historique de la vie des hommes est holiste et le concept de biosphère est lui aussi holiste. Les rapports sociaux comme les interactions dans la biosphère sont vus de manière dialectique. La construction d'une écologie politique marxienne ou d'un marxisme écologique aboutira si l'on parvient à surmonter la fétichisation des rapports de l'homme à la nature coupés des rapports sociaux. Deux écueils, miroirs l'un de l'autre, sont donc à éviter : d'un côté, ce que Jean-Pierre Garnier [1994, p. 300] appelle la « naturalisation des contradictions sociales » (version d'un écologisme lénifiant qui nierait la logique de l'accumulation du capital et ses conséquences sur la façon dont les hommes s'approprient la nature), et, de l'autre la socialisation des contradictions de la destruction de la nature (version d'un marxisme trivial qui en serait resté à l'idée que seuls les rapports de propriété pervertissent l'usage de la technique et de la nature).

En négatif, on peut même dire que le marxisme orthodoxe et l'écologie politique présentent des défauts jumeaux : par exemple, au penchant du marxisme vers une gestion centralisée de la société fait écho la croyance d'un H. Jonas en l'efficacité d'un pouvoir autoritaire pour adopter et imposer des mesures de sauvegarde, ou, encore, le marxisme et l'écologie sont l'un et l'autre traversés de nombreux courants et possèdent leurs intégristes respectifs.

Enfin, une difficulté majeure reste à résoudre pour l'avancée d'un paradigme écologique marxien : quelles forces sociales sont susceptibles de porter un projet majoritaire démocratique de transformation de la société pour aller dans le sens d'une meilleure justice vis-à-vis des classes les plus démunies et des générations à venir ? J. Martinez-Alier [1992-a, p. 25-26] avance prudemment que les mouvements sociaux sont porteurs de l'aspiration écologiste car la polarisation de la richesse aggrave les prélèvements sur les ressources naturelles et car les revendications sociales visant à améliorer les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité obligent les capitalistes à intégrer certains coûts sociaux. Par ailleurs, la dimension internationale de la lutte anti-capitaliste peut trouver un prolongement dans la revendication universelle d'une planète vivable pour tous les êtres vivants. Cela ne deviendra réalité que par l'instauration d'un droit mondial librement consenti qui serait un « droit à un usage égal », selon la formule de J. Bidet [1999, p. 305].

On a coutume de dire que l'homme est le seul être vivant à penser la nature. C'est aussi le seul à penser son organisation sociale et à en orienter l'évolution. Pour ces deux raisons, il lui échoit une grande responsabilité qui peut constituer la base d'un nouvel humanisme universaliste.

## Bibliographie

Alt Vater Elmar [1991], *Die Zukunft des Marktes, ein Essay über die Regulation von Geld und Natur nach dem Scheitern des "real existierenden Socialismus"*, Münster, Verlag Westfälisches Dampfboot.

[1992], *Der Preis des Wohlstands, oder Umweltplünderung und neue Welt(un)ordnung*, Münster, Verlag Westfälisches Dampfboot.

[1997], « Les contradictions de l'économie politique libérale dans un monde de ressources naturelles finies, Coûts globaux de cette société industrielle », *Page 2*, « La nature à bons comptes », Numéro spécial, n° 8-9, janvier-février, p. 23-39.

ATTAC (T. Coutrot, M. Husson) [2001], *Avenue du plein emploi*, Paris, Ed. Mille et une nuits.

[2004], *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Ed Mille et une nuits.

Becker Joachim, Raza Werner G. [2000], « Theory of Regulation and Political Ecology : an Inevitable Separation ? », *Economies et Sociétés*, Série « Théorie de la régulation », R, n° 11, 1, p. 55-70.

Bensaïd Daniel [1993], « Les tourments de la matière », *Ecologie politique*, n° 7, été, p. 91-105.

Benton Ted [1992], « Marxisme et limites naturelles ; critique et reconstruction écologiques », *Actuel Marx*, " L'écologie, ce matérialisme historique ", n° 12, 2° semestre, Paris, PUF, p. 59-95, reproduit in J.M. Harribey, M. Löwy (sous la dir. de) [2003], *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, p. 23-55.

Bidet Jacques [1992], « Y a-t-il une écologie marxiste ? », *Actuel Marx*, « L'écologie, ce matérialisme historique », n° 12, 2° semestre, Paris, PUF, p. 96-112.

[1995], *John Rawls et la théorie de la justice*, Paris, PUF.

[1999], *Théorie générale, Théorie du droit, de l'économie et de la politique*, Paris, PUF.

Bloch Ernst [1977, 1982, 1991], *Le principe espérance, 1954-1959*, éd. fr. Paris, Gallimard, 3 tomes.

Burkett Paul [1996], « On some Common Misconceptions about Nature and Marx's Critique of Political Economy », *Capitalism, Nature, Socialism*, vol. 8, n° 3, September, p. 57-80.

Coase Ronald H. [1960], « The Problem of Social Cost », *The Journal of Law and Economics*, 3° année.

Conseil scientifique d'ATTAC [2004] « Quel développement pour une société solidaire et économe ? Eléments pour le débat », *Lignes d'attac*, n° 35, avril.

Corcuff Philippe [2004], « Quelques repères communs pour la galaxie altermondialiste », *Contretemps*, « Penser radicalement à gauche », n° 11, septembre, p. 35-43.

Daly Herman E. [1992], « Il n'y a pas de croissance durable », *Transversales Science/Culture*, n° 13, janvier-février, p. 10-11.

Deléage Jean-Paul [1992], *Histoire de l'écologie, Une science de l'homme et de la nature*, Paris, La Découverte.

[1993], « L'écologie, humanisme de notre temps », *Ecologie politique*, n° 5, hiver, p. 1-14.

Engels Friedrich [1975], *Dialectique de la nature, 1873-1886*, Paris, Ed. Sociales.

Flipo Fabrice [2004-a], « Croissance/décroissance : Eléments pour une problématique majeure de notre temps », Courriel interne à Attac, 21 avril.

[2004-b], « Réaction à la réaction d'Isaac Joshua », courriel interne à Attac, 14 juin.

Garnier Jean-Pierre [1994], « L'écologisme ou la fétichisation de l'espace-temps », *Economies et Sociétés*, Série « Etudes de Marxologie », S, n° 30-31, 6-7, p. 299-321.

Georgescu-Roegen Nicholas [1971], *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard U.P., Cambridge, Massachussets.

[1995], *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, 2° éd. fr., Paris, Sang de la terre.

Godelier Maurice [1984], *L'idéal et le matériel, Pensée, économies, sociétés*, Paris, Fayard.

Gorz André [1978], *Ecologie et politique*, Paris, Seuil.

[1988], *Métamorphoses du travail, Quête du sens, Critique de la raison économique*, Paris, Galilée.

[1991], *Capitalisme, Socialisme, Ecologie, Désorientations, Orientations*, Paris, Galilée.

[1992], « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, « L'écologie, ce matérialisme historique », n° 12, 2<sup>o</sup> semestre 1992, p. 15-29.

Grundman Reiner [1991], « The Ecological Challenge to Marxism », *New Left Review*, n° 187, May-June.

Hardin Garret [1968], « The Tragedy of the Commons », *Science*, vol. 162, p. 1243-1248.

Harribey Jean-Marie [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.

[1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.

[1999], « La soutenabilité, une question de valeur(s) », Bordeaux, Centre d'Economie du Développement de l'Université Montesquieu, D.T. n° 34.

[2001], « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in Bidet J., Kouvélakis E. (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, p. 183-200.

Harribey Jean-Marie, Löwy Michaël (sous la dir. de) 2003, *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation.

Husson Michel [2000], *Six milliards sur la planète : sommes-nous trop ?*, Paris, Textuel.

Jonas Hans [1990], *Le principe responsabilité, Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Ed. du Cerf.

Joshua Isaac [2004-a], « Pouvoir ou contrepuissance ? », courriel interne à Attac, 1<sup>er</sup> juin.

[2004], « Quelques commentaires suite au texte de Fabrice Flipo du 14 juin 2004 », courriel interne à Attac, 20 juin.

Joshua Samuel [2004], « Le parti st une dentellière, Partis et mouvements sociaux », *Contretemps*, « Penser radicalement à gauche », n° 11, septembre, p. 60-69.

Khalfa Pierre [2004], « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement émancipateur », *Contretemps*, « Penser radicalement à gauche », n° 11, septembre, p. 25-34.

Latouche Serge [1986], *Faut-il refuser le développement ?*, Paris, P.U.F.

[2001] « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai.

Leff Enrique [1986], *Ecologia y Capital*, Mexico, UNAM.

[1999], « On the Social Reappropriation of Nature », *Capitalism, Nature, Socialism, A Journal of Socialist Ecology*, vol. 10, n° 3, September, p. 89-104.

Lipietz Alain [1993], *Vert espérance, L'avenir de l'écologie politique*, Paris, La Découverte.

[1996], « L'écologie politique et l'avenir du marxisme », *Congrès Marx International*, « Cent ans de marxisme, Bilan critique et perspectives », Paris, PUF, p. 181-196.

[1998], « Economie politique des écot axes », dans Conseil d'Analyse Economique, *Fiscalité de l'environnement*, Paris, La Documentation Française, Rapport n° 8, p. 9-39.

[1999], *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte.

Löwy Michaël [2004], « Négativité et utopie du mouvement altermondialiste » *Contretemps*, « Penser radicalement à gauche », n° 11, septembre, p. 44-50.

Maler Henri [1995], *Convoiter l'impossible, L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Paris, Albin Michel.

- Maréchal Jean-Paul [1997], *Le rationnel et le raisonnable, L'économie, l'emploi et l'environnement*, Rennes, Pr. Univ. de Rennes.
- Martinez-Alier Juan [1992-a], « Valeur économique, valeur écologique », *Ecologie politique*, n° 1, janvier, p. 13-39.
- [1992-b], « La confluence dans l'éco-socialisme », dans Bidet Jacques, Texier Jacques (sous la dir. de) [1992], *L'idée de socialisme a-t-elle un avenir ?*, Paris, PUF, p. 181-193.
- Martinez-Alier Juan (avec Schlupmann Klaus) [1987], *Ecological Economics*, Oxford/New York, Basil Blackwell.
- Marx Karl [1965], *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.
- [1968], *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
- Méda Dominique [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier.
- Naredo José Manuel [1999], « Quantifying Natural Capital, Beyond Monetary Value », Colloque du Groupe Regards Critiques de l'Université de Lausanne : « Mondialisation et crise écologique : pour en finir avec la planète ? Débats sur l'écologie, la science et le progrès », 19-20 janvier.
- O'Connor James [1992], « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », *Actuel Marx*, « L'écologie, ce matérialisme historique », n° 12, 2° semestre, Paris, PUF, p. 30-40, reproduit in J.M. Harribey, M. Löwy (sous la dir. de) [2003], *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, p. 57-66.
- [1999], « A Prolegomenon to an Ecological Marxism : Thoughts on the Materialist Conception of History », *Capitalism, Nature, Socialism, A Journal of Socialist Ecology*, vol. 10, n° 2, June, p. 77-106.
- O'Connor Martin [1996], « Cherishing the Future, Cherishing the Other : A "Post-Classical" Theory of Value », in Faucheux Sylvie, Pearce David, Proops John, (ed.), *Models of Sustainable Development*, Cheltenham, Edward Elgar Publisher.
- Odum Howard T., [1971], *Environment Power and Society*, New York, Wiley-Interscience.
- Passet René [1996], *L'économie et le vivant*, Paris, Payot, 1979, 2° éd. Paris, Economica.
- Pearce David [1974], « Economics and Ecology », *Surrey Papers in Economics*, n° 10, July.
- Pigou Arthur C. [1958], *L'économie de bien-être*, Paris, Dalloz.
- Podolinsky Sergueï [1880-a], « Le socialisme et l'unité des forces physiques », *La revue socialiste*, n° 8, p. 353-365.
- [1880-b], « Le socialisme et la théorie de Darwin », *La revue socialiste*, n° 3, p. 129-148.
- [1880-c], « Le travail humain et la conservation de l'énergie », *Revue internationale des sciences*, n° 5, p. 57-70.
- Polanyi Karl [1983], *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard.
- Prigogine Ilya, Stengers Isabelle [1979], *La nouvelle alliance, Métamorphose de la science*, Paris, Gallimard.
- Rawls John [1987], *Théorie de la justice*, The Belknap Press of Harvard University Press, 1971, éd. fr. Paris, Seuil.
- Rosewarne Stuart [1997], « Marxism, the Second Contradiction, and Socialist Ecology », *Capitalism, Nature, Socialism, A Journal of Socialist Ecology*, vol. 8, n° 2, June, p. 99-120.
- Rousset Pierre [1994], « Biosphère, crise écologique et crise sociale », *Politis, La Revue*, n° 8, novembre-décembre-janvier, p. 81-84.
- Sachs Wolfgang, Esteva Gustavo [1996], *Des ruines du développement*, Montréal, Ed. Ecosociété.

Schmidt Alfred [1994], *Le concept de nature chez Marx*, Paris, PUF.

Skirbekk Gunnar [1974], « Marxisme et écologie », *Esprit*, 42<sup>e</sup> année, n° 440, novembre (11), p. 643-652.

Stroshane Tim [1997], « The Second Contradiction of Capitalism and Karl Polanyi's *The Great Transformation* », *Capitalism, Nature, Socialism, A Journal of Socialist Ecology*, vol. 8, n° 3, September, p. 93-116.

Vernadsky Vladimir [1924], *La géochimie*, Paris, Félix Alcan.

Viveret Patrick [2003], *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.

Vivien Franck-Dominique [1994], *Economie et écologie*, Paris, La Découverte.

[1996], « Marxisme et écologie politique, le rendez-vous manqué de Sergueï Podolinsky », *Actuel Marx*, « Actualiser l'économie de Marx », Paris, PUF, p. 127-141.